



Le 11 juillet 2025

Le président

Dossier suivi par : Bernard Lotrian, greffier

T 02 62 90 20 16

greffeRM@reunion.ccomptes.fr

Réf. : 2025-668

P.J. : 1 avis

Objet : Défaut d'équilibre du budget primitif de
l'exercice 2025 du Département de Mayotte

Monsieur Ben Issa Ousséni
Président du conseil départemental
de Mayotte

8, rue de l'hôpital
BP 101
97645 Mamoudzou cedex

Envoi dématérialisé avec accusé de réception

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous notifier l'avis n° B2025-012 rendu le 10 juillet 2025 par la chambre régionale des comptes de Mayotte en application des articles L. 232-1 et R. 232-1 du code des juridictions financières et de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales.

La chambre prend acte des mesures adoptées par l'assemblée délibérante qu'elle estime suffisantes pour rétablir l'équilibre réel du budget de l'exercice 2025 du Département de Mayotte. Le présent avis clôt la procédure engagée devant la chambre.

En application des dispositions de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales, le présent avis doit être porté à la connaissance de votre assemblée délibérante dès sa plus proche réunion. Vous voudrez bien informer le greffe de la chambre de la date à laquelle cette réunion interviendra, et ce dès sa convocation.

Je vous informe par ailleurs que cet avis doit faire l'objet par vos soins d'une publicité immédiate, sans attendre cette réunion, par affichage ou insertion dans un bulletin officiel.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Nicolas Péhau



Avis n° B2025-012

Séance du 10 juillet 2025

SECOND AVIS

Article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales

Budget primitif 2025

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE MAYOTTE

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 1612-4, L.1612-5, L. 1612-19, R. 1612-8 à R. 1612-15 et R. 1612-16 à R. 1612-25 ;

VU le code des juridictions financières, notamment son article L. 232-1 ;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU la lettre du 9 mai 2025, enregistrée au greffe le 12 mai 2023, par laquelle le préfet de Mayotte l'a saisie en application des articles L. 1612-4 et L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales, au motif que le budget primitif du Département de Mayotte et le budget annexe du service des transports maritimes (STM) pour l'exercice 2025 n'ont pas été votés en équilibre réel ;

VU son avis n° B2025-002 en date du 5 juin 2025 ;

VU la délibération en date du 23 juin 2025 du conseil départemental rectifiant le budget primitif 2025 , enregistrée le 25 juin au greffe ;

VU l'ensemble des pièces du dossier ;

Sur le rapport de Mme Sylvie Wustefeld, première conseillère ;

Après avoir entendu le rapporteur en ses observations ;

I. SUR LE DÉLAI IMPARTI À LA COLLECTIVITÉ POUR DÉLIBÉRER

CONSIDÉRANT que l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales dispose que « *lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue aux articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1, le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération.*

La nouvelle délibération, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes.

Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite » ;

CONSIDÉRANT que l'avis de la chambre, délibéré le 5 juin 2025, a été adressé à la collectivité le 6 juin 2025 et réceptionné par elle le même jour ; que le conseil départemental a délibéré le 23 juin 2025 dans le délai d'un mois prévu par le 2^{ème} alinéa de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales précité ;

II. SUR LES MESURES DE REDRESSEMENT PRISES PAR LA COLLECTIVITÉ

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales, « *si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite » ;*

CONSIDÉRANT que les états de consommation des crédits transmis par le payeur départemental ne font pas ressortir d'évolutions pouvant remettre en cause l'avis rendu le 5 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que le conseil départemental a adopté l'ensemble des mesures proposées par la chambre dans son avis du 5 juin 2025 pour rétablir l'équilibre des budgets ; qu'en ce qui concerne le budget du service des transports maritimes, la reprise des restes à réaliser en dépenses a été faite en mesure nouvelle ;

CONSIDÉRANT que la chambre souligne, toutefois, que la régularisation des dotations aux amortissements amorcée devra être poursuivie à l'avenir ;

CONSIDÉRANT que la chambre constate que la recette prévisible de 100 M€ inscrite par le Département au titre de l'accompagnement de l'État n'a toujours pas donné lieu à la signature d'un nouveau contrat d'engagement entre le président du conseil départemental et le préfet ;

CONSIDÉRANT qu'il a été porté à la connaissance de la chambre que le 25 juin 2025, soit postérieurement à la délibération du conseil départemental, l'assemblée générale de la société Électricité de Mayotte (EDM) a décidé d'affecter le montant du résultat de l'exercice 2024 en report à nouveau sans distribuer de dividendes aux actionnaires privant ainsi potentiellement le Département d'une recette de 4,5 M€ ; que si cette décision est confirmée par l'assemblée générale prévue en fin d'année qui doit se prononcer sur l'affectation d'une partie du report à nouveau aux dividendes, il appartiendra au conseil départemental de prendre une décision budgétaire modificative pour tenir compte de cette diminution de ses recettes.

PAR CES MOTIFS

Article 1 **PREND ACTE** que les mesures de redressement prises par Département de Mayotte sont suffisantes ;

Article 2 **RAPPELLE** que le conseil départemental doit être tenu informé du présent avis dès sa plus proche réunion, conformément aux dispositions de l'article L. 1612-19 susvisé du code général des collectivités territoriales, et que cet avis doit, par ailleurs, faire l'objet d'une publicité immédiate.

Article 3 **DIT** que le présent avis sera notifié au préfet de Mayotte et au président du conseil départemental de Mayotte.

COPIE en sera adressée au directeur régional des finances publiques de Mayotte et au payeur départemental ;

Fait et délibéré en la chambre régionale des comptes de Mayotte, le dix juillet deux mille vingt-cinq.

Présents : M. Nicolas Péhau, président, président de séance ; MM. Taha Bangui, Jérôme Henri-Rousseau et Pascal Rigault, premiers conseillers, assesseurs ; Mme Sylvie Wustefeld, première conseillère, rapporteure.

Le président de séance

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. Péhau', with a horizontal line underneath.

Nicolas Péhau